

Reportages d'un monde en changement – 2020

L'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (UE AMCC+)



1 Un coin de paradis sous haute protection en République dominicaine



2 Renforcer la résilience climatique à l'ombre de l'Himalaya, au Népal



3 Madagascar : apprendre à l'école pour expliquer à la maison



4 Éthiopie : bénéfices à long terme pour les versants de Gonji Kololah



5 Tchad : de l'eau pour les hommes et les animaux grâce à l'énergie solaire



6 Les Serres du Sud de l'île Maurice



7 Récupération des eaux de pluie au Bangladesh: Renforcer la résilience, sauver des vies



8 Récolter de l'espoir : la spiruline du lac Tchad



9 Dans le projet de l'Usambara oriental en Tanzanie, ce sont les femmes qui décident



10 Madagascar: Du changement climatique et des lombrics



11 De jeunes gardes forestiers protègent la forêt amazonienne au Suriname



12 Au-delà du tourisme : aider les habitants et la nature des Maldives à s'épanouir



13 Congo: Protéger la forêt dès le plus jeune âge



14 Rwanda: l'impact à long terme de l'enregistrement foncier sur l'action climatique



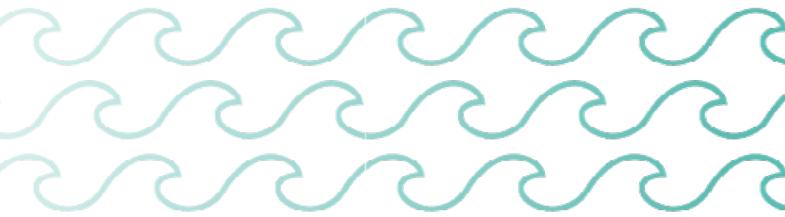
15 Restaurer le corridor du bétail en Ouganda



16 Changement climatique au Mozambique : tirer la sonnette d'alarme



© EU AMCC+ 2020



UN COIN DE PARADIS SOUS HAUTE PROTECTION EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

10 décembre 2020

Encore une journée magnifique à Miches, sur la côte nord de la République dominicaine. Pourtant, les plages de sable blanc baignées par le soleil sont quasi désertes. Bien que l'île soit restée ouverte aux visiteurs, la COVID-19 a de lourdes conséquences pour le secteur du tourisme : le nombre de visiteurs a diminué et les prévisions annoncent une contraction de l'économie de 6,5 % en 2020.

Ce n'est cependant pas la pandémie qui tracasse Yonattan Mercado alors qu'il déambule dans sa ville. Il est davantage préoccupé par les effets du changement climatique et du développement non durable, en particulier les ouragans dévastateurs qui s'abattent de plus en plus souvent sur le littoral.

« Lorsque notre ville a été frappée par les ouragans Irma et Maria en 2017, les habitants ont vu de leurs propres yeux la puissance brute de la nature », se souvient Yonattan. Des centaines de maisons ont été détruites et des milliers de personnes déplacées après que l'ouragan Maria a déferlé sur Miches, soulevant une marée de tempête qui a fait sortir le fleuve Yeguada de son lit. « Cette inondation a été la pire catastrophe jamais connue dans la région. Mais les gens ont la mémoire courte et continuent à construire dans des zones vulnérables, même s'ils connaissent les dangers auxquels ils s'exposent. »

Yonattan, qui vit à Miches depuis toujours, est actuellement au service du ministère de l'environnement et des ressources naturelles de la République dominicaine. Son travail consiste à veiller sur deux zones locales protégées qui sont des refuges pour la vie sauvage : Lagunas Redonda y Limón et Los Manglares de La Gina. « Ces zones sont un sanctuaire pour des dizaines d'espèces sauvages, mais aussi une source de revenus pour un grand nombre de familles locales », explique-t-il. « Nous ressentons les effets locaux du changement climatique sur la mangrove, les plages, les récifs coralliens et d'autres écosystèmes essentiels. La hausse des températures, le raccourcissement de la saison des pluies, la dégradation des récifs de corail et l'érosion côtière constante sont autant de coups portés à ces écosystèmes. Certaines communautés ont déjà été abandonnées à cause de la disparition des plages. »

« Le ministère de l'environnement, en qualité de point focal devant le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds d'adaptation des Nations unies, s'est engagé à renforcer son appui aux populations les plus vulnérables de la République dominicaine pour leur permettre de s'adapter aux effets adverses du changement climatique », déclare Orlando Jorge Mera, ministre dominicain de l'environnement, en rappelant la situation de l'île.

« L'accélération du changement climatique est un problème que notre pays doit affronter non seulement en raison de sa situation d'État insulaire – qui partage la moitié du territoire de l'île – mais aussi à cause de sa localisation géographique sous les tropiques. Toutes les catastrophes que sont les tempêtes, cyclones, ouragans, sécheresses, attaques de nuisibles et maladies nous frappent d'autant plus durement qu'elles sont accentuées par l'orientation de notre modèle de développement économique et, bien sûr, par nos actions individuelles ».

<https://gcca.eu/fr/stories/un-coin-de-paradis-sous-haute-protection-en-republique-dominicaine>

L'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+), le programme phare de l'UE dans le domaine climatique, vise à renforcer la résilience de Miches et de la région environnante d'El Seibo face au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Après un projet pilote initial, ce programme sur cinq ans, doté de cinq millions d'euros, sera étendu à l'ensemble du pays. « El Seibo est l'une des provinces les plus pauvres et moins développées de la République dominicaine. Sa population est extrêmement vulnérable aux effets du changement climatique », raconte Friederike Eppen, coordinatrice de projet pour le GIZ, l'organisme allemand de coopération au développement qui est aussi le partenaire de mise en œuvre de l'UE. « L'économie locale dépend de l'existence d'écosystèmes en bonne santé. Pour nous, il est vraiment important de travailler avec les communautés locales, les agriculteurs, les pêcheurs et les travailleurs du secteur touristique, car ainsi ils nous parlent de leurs expériences et nous les impliquons dans les solutions. »

Yonattan abonde dans ce sens. « Pour que le programme d'agriculture intelligente face au climat fonctionne, il est crucial de parler directement aux agriculteurs, de discuter de leurs problèmes, de leurs faiblesses, de leur façon de travailler la terre et de l'état du sol. C'est comme ça que l'on obtient de bons résultats. »

Le programme intégrera l'agriculture intelligente face au climat à des solutions écosystémiques dans le but d'accroître la sécurité alimentaire et de réduire les risques de catastrophe. « En nous focalisant sur les services fournis par les écosystèmes, nous pouvons veiller à la santé des terres agricoles mais aussi conserver les mangroves et les récifs coralliens qui protègent la côte », explique Friederike.

À la plage Esmeralda, des bungalows de vacances de luxe et des bars de plage se nichent parmi les palmiers et les dunes de sable. Des travaux ont récemment commencé pour la construction de deux nouveaux centres de villégiature dont l'ouverture est prévue en 2022. Yonattan s'inquiète de l'impact du tourisme sur la ville qui l'a vu grandir. « Ce qu'il nous faut, c'est une croissance économique plus durable », prévient-il. « Actuellement, tous les efforts sont centrés sur le tourisme. Les aspects environnementaux, culturels et sociaux sont négligés. À Miches, tout sent le tourisme. »

Au-delà de la construction de ces nouvelles infrastructures touristiques, Miches – qualifiée de « mine d'or pour Instagram » par le New York Times – reste l'une des villes les plus pauvres de la République dominicaine. Prise entre les montagnes de la Cordillera Oriental et la baie de Samaná, sa population vit traditionnellement de l'agriculture de subsistance et de la pêche à petite échelle. Mais les pénuries d'eau, l'érosion du sol et l'utilisation excessive de pesticides ont marqué les délicats écosystèmes côtiers.

Ces épreuves n'ont pourtant pas entamé la passion de Yonattan pour sa ville natale et les écosystèmes locaux. « C'est là que je suis né, que j'ai grandi, étudié et où je continue à vivre. Tous les coins de Miches m'évoquent des souvenirs d'enfance. Je ne veux pas vivre ni même aller en vacances ailleurs ! » Et il n'est pas le seul dans le cas. « Nous menons une foule d'activités pour garder nos ressources naturelles en bon état », s'enthousiasme-t-il. « Il y a des dizaines de femmes, de filles, d'hommes et de garçons qui, comme moi, se plient en quatre pour un avenir meilleur à Miches. Plus les écosystèmes seront sains, plus ils supporteront le changement climatique. »



© EU AMCC+ 2020

Debout devant un bâtiment en béton qui vient d'être construit dans le village isolé de Narayanpur, à l'ouest du Népal, Suraj Bahadur Kunwar explique : « Le changement climatique a aggravé le risque d'inondation. Grâce à cet abri, nous sommes protégés, nous nous sentons en sécurité. C'est pour cela que nous l'avons construit. »

« Les fortes précipitations ont provoqué des inondations et des glissements de terrain, faisant près de 400 morts et entraînant le déplacement de 1 250 familles. Dans ce paysage montagneux dominé par l'Himalaya – avec d'innombrables lacs glaciaires et où quantité de rivières prennent leur source – le risque d'inondation et de glissement de terrain est aujourd'hui bien réel. La structure en béton de Narayanpur – construite grâce aux fonds du Programme d'aide à la lutte contre le changement climatique au Népal (Nepal Climate Change Support Programme, NC-CSP) cofinancé par l'UE – a été conçue pour résister aux inondations de plus en plus graves provoquées par des pluies de mousson torrentielles. »

Ce programme, financé à hauteur de 16,5 millions d'euros – 8,6 millions pour l'Union européenne et 7,9 millions pour le département britannique du développement international (DFID) –, a été lancé pour aider les communautés agricoles les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus reculées du centre et de l'extrême-ouest du Népal, l'une des régions les plus montagneuses et les plus inaccessibles au monde : il faut parfois une semaine de marche pour rejoindre certains villages. Le NCCSP a aidé ces communautés népalaises à préparer et à mettre en œuvre leurs plans d'action locaux d'adaptation (PALA). Ces plans, élaborés à l'échelon communautaire, déploient une approche d'adaptation au changement climatique essentiellement fondée sur la lutte contre la vulnérabilité climatique (« vulnerability first »). Concrètement, environ 600 000 habitants de la région ont bénéficié d'un approvisionnement en eau potable, de systèmes d'irrigation, d'abris contre les inondations et d'installations solaires grâce aux PALA.

Le village de Shreepur se situe à 500 km – soit 15 heures de route – de Narayanpur. Jeet Bahadur Tharu nous montre un impressionnant mur constitué de cages métalliques géantes remplies de pierres – des « gabions ». « Les inondations détruisaient tout sur leur passage avant que nous n'utilisions cette technique, » explique-t-il. « Mais les gabions ne nous protègent pas seulement des glissements de terrain et de l'érosion ; nous les avons aussi utilisés pour réaliser un réservoir de retenue qui nous approvisionne en eau d'irrigation. Sans cette technique, nous n'aurions pas pu recueillir l'eau de pluie dans le réservoir. L'avantage est donc double pour nous ! »

Alors qu'il a fallu neuf ans pour construire un canal d'amenée d'eau destiné à alimenter un générateur hydroélectrique à Tripurasundari, quelques minutes ont malheureusement suffi pour réduire ces efforts à néant. Tout a en effet été détruit par un glissement de terrain en 2017, privant les villageois d'électricité pendant plus d'un an. Une fois de plus, la communauté a été laissée à l'abandon, dans l'obscurité. Les fonds du NCCSP lui ont heureusement permis de construire un nouveau canal de 100 m de long, ainsi qu'un système de gabions pour le protéger. « Nous avons à présent de la lumière de 17 à 22 heures, avec, en périodes d'examen, un éclairage supplémentaire pendant la matinée, pour que les jeunes puissent étudier, » peut-on lire dans le rapport. « Le générateur hydroélectrique alimente également un petit moulin pour moudre le grain et l'approvisionnement en électricité a également permis de lutter contre la déforestation (car les habitants s'éclairaient jusqu'ici au bois). Certains membres de la communauté ont même mis en activité des scieries. »

REFORCER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE À L'OMBRE DE L'HIMALAYA, AU NÉPAL

03 novembre 2020

Même situation et mêmes bénéfices aussi à Chungwang, un village sans électricité jusqu'à l'intervention du NCCSP. « Nous vivions dans l'obscurité, » explique Sunita Pun, une mère de famille, privée jusqu'ici d'électricité à l'instar de 54 autres familles. « Nos enfants devaient s'arrêter d'étudier à la tombée de la nuit, faute d'éclairage. Même problème pour les femmes, qui devaient faire la cuisine avant le coucher du soleil. Une fois les tâches de la journée terminées, nous allions nous coucher, tôt dans la soirée. »

« Quand il faisait clair et que le soleil brillait, nous devions soit travailler dans les champs soit nous acquitter des tâches ménagères. Il y avait toujours ce choix à faire », dit-elle. « La nuit, nous évitions d'utiliser les latrines, faute d'éclairage. Tout est plus facile maintenant : je peux passer plus de temps dans les champs pendant la journée et cuisiner le soir. Mes enfants peuvent continuer à étudier une fois le soleil couché. Les personnes âgées et les enfants peuvent utiliser les latrines en toute sécurité la nuit. Le village revit. Les gens écoutent la radio et utilisent des téléphones portables pour appeler leurs familles ».

Le changement climatique a entraîné une augmentation des pluies de mousson mais aussi une diminution des pluies d'hiver, une alternance de sécheresse et d'inondation qui entraîne une perte de récoltes. Le NCCSP a essentiellement été conçu pour aider les populations locales à gérer les risques climatiques et à renforcer leur résilience au changement climatique. Un de ses objectifs était ainsi d'aider les habitants à mieux s'approprier les interventions. Ce programme a donc contribué de manière significative à renforcer la confiance des populations quant à leur capacité à faire face à tout type de catastrophe et à limiter les risques liés au changement climatique. Les communautés sont désormais capables de trouver elles-mêmes une solution aux problèmes – c'est là l'impact le plus important du programme ». À Shivapur, Durga Sapkota est fier de faire découvrir aux visiteurs le centre d'information communautaire, dont les murs sont recouverts d'affiches aux couleurs vives sur le changement climatique. C'est ici que des groupes d'hommes et de femmes se retrouvent pour examiner comment améliorer la résilience de la communauté. « Grâce à ce centre d'information communautaire, nous avons appris comment réduire les risques liés au changement climatique », explique Durga. « Nous avons acquis beaucoup de connaissances ».

La sécurité alimentaire est une autre priorité au sein de ces communautés isolées. Les inondations et les glissements de terrain détruisent les terres agricoles, et certaines cultures ne sont plus viables. Quatre-vingts pour cent des jeunes de Tribeni Nagarpalika – où une grande partie des précieuses terres agricoles ont été emportées par les inondations – ont quitté le village pour chercher du travail en Inde. Le NCCSP a heureusement montré que des interventions appropriées peuvent aider les gens à gagner décemment leur vie en cultivant les terres.

« Avant de bénéficier du soutien du NCCSP, nous étions obligés d'aller chercher de l'eau très loin ; il n'y avait aucun système de stockage de l'eau, » explique Ganga Saud, un agriculteur de la municipalité de Dullu. « Aujourd'hui, nous avons de l'eau potable et de l'eau pour irriguer nos terres. Grâce au système d'irrigation, je peux cultiver des légumes, tels que des choux et des choux-fleurs. La vente de mes légumes m'a rapporté 192 000 roupies népalaises (1 400 euros). »

<https://gcca.eu/fr/stories/reforcer-la-resilience-climatique-lombre-de-himalaya-au-nepal>



MADAGASCAR : APPRENDRE À L'ÉCOLE POUR EXPLIQUER À LA MAISON

20 octobre 2020

© EU AMCC+ 2020

Un champ au milieu des Hautes Terres de Madagascar ne correspond pas véritablement à l'image que l'on se fait d'une salle de classe traditionnelle. Et pourtant, les élèves qui travaillent au milieu des plants de riz, de l'eau jusqu'aux genoux, apprennent de précieuses leçons sur l'agriculture durable – des enseignements qu'ils transmettront aux agriculteurs locaux. Comme le dit un vieux proverbe malgache « L'éducation est l'héritage le plus précieux ».

Près de 2000 collégiens de 12 Collège d'Enseignement Général (CEG) de la région de Vakinankaratra ont bénéficié d'un nouveau projet sur l'agriculture climato-intelligente, le projet Manitatra 2, financé par l'AMCC+, l'initiative phare de l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique. « Nous avons ajouté l'agro-écologie aux programmes scolaires pour familiariser les enfants à l'agriculture durable dès leur plus jeune âge, » explique Rivosoa Vero Dina Ramanankihantana, professeur au CEG de la communauté reculée d'Ambohimandroso.

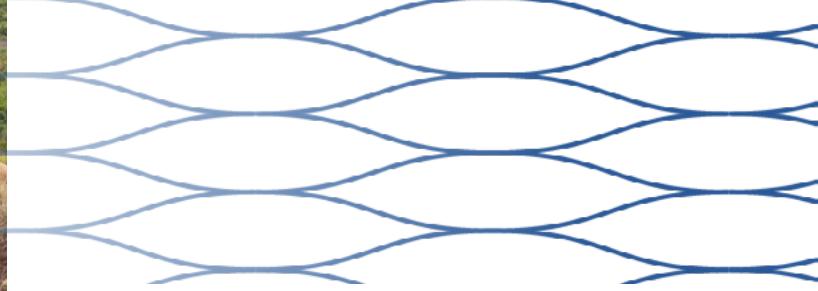
Ces vingt dernières années, plus de 3,5 millions d'hectares de forêts ont été détruits par la culture sur brûlis. De surcroît, les fortes précipitations qui s'abattent sur la région provoquent une érosion des sols et des crues soudaines. Les agriculteurs des Hautes Terres pratiquent la riziculture irriguée, mais les terres adaptées se font rares désormais et les rizières transmises de génération en génération sont de moins en moins appropriées à cette culture. Une solution à ce problème pourrait être la culture de variétés de riz pluvial, une pratique adaptée aux pentes raides de la région.

Le directeur d'école Franc Coeur Sousoukou espère que ces nouvelles pratiques agricoles lancées par les jeunes (notamment l'utilisation de paillage à base de maïs ou de pois) mèneront à une nette augmentation du rendement du riz. 'Nous avons couvert la première parcelle de haricots de mucuna et nous estimons que nous pourrions obtenir environ 5,5 tonnes par hectare – c'est une augmentation significative.'

À une demi-heure de route, à Antsoatany, Harson Andrianaaina enseigne à ses élèves de cinquième année les théories et pratiques de l'agriculture de conservation. « Une fois qu'ils ont vu nos parcelles tests, les agriculteurs ont été convaincus, » ajoute Harson. « Certains ont même déjà retravaillé leurs terres et planté des semences de pois mascate. L'un d'eux vit à quelques centaines de mètres de l'école et en a semé sur un demi-hectare. »

Lalaina Eric Arthur Vonjisoa, un agriculteur local, confirme avoir beaucoup appris des parcelles tests cultivées par les élèves. « Il s'agissait de terres non cultivées, et pourtant, une fois le riz pluvial planté et fertilisé par les pois mascate, la récolte a été impressionnante. Même les passants ont remarqué que le rendement du riz pluvial est bien meilleur que celui du riz irrigué des rizières environnantes. »

Selon Rakotondramanana, les élèves sont aujourd'hui plus ouverts à de nouvelles pratiques agricoles. « Ils sont vraiment motivés. Ils comprennent qu'on leur enseigne une méthode différente de celle de leurs parents – ce qui signifie qu'ils peuvent leur apprendre quelque chose. La plupart de ces jeunes viennent de familles de paysans de père en fils, et il est très probable qu'ils suivent les traces de leur père à la fin de leur scolarité. Il est donc crucial qu'ils soient sensibilisés à la dégradation des sols. »



ÉTHIOPIE : BÉNÉFICES À LONG TERME POUR LES VERSANTS DE GONJI KOLOLAH

28 septembre 2020

© EU AMCC+ 2020

Avant le lancement du projet de l'AMCC, le micro-bassin hydrographique de Gonji Kololah, dans le district (woreda) de Banja était gravement dégradé. Les prairies étaient surpâturées et dénudées, avec de profonds ravins causés par l'érosion du sol, de sorte que le bétail ne pouvait pas les traverser. Pour la communauté de 299 ménages (~ 1 120 personnes), principalement des éleveurs de bétail, la dégradation du micro-bassin hydrographique et des terres environnantes était une catastrophe économique. Les femmes devaient marcher jusqu'à 15 km pour aller chercher de l'eau, et la cuisine était faite au bois, ce qui avait des effets néfastes sur la respiration. La communauté était trop pauvre pour envoyer les enfants à l'école ou acheter des vêtements et vivait au gré des saisons. Une grande partie de la couche supérieure du sol avait disparu, laissant la roche basaltique située en dessous exposée.

L'AMCC a soutenu la restauration des versants de Gonji Kololah en fournissant des intrants et des formations à la communauté, qui lui ont permis de :

- Enrichir les forêts au sommet de la colline, qui abritent désormais une végétation dense composée d'arbres de 10 à 15 mètres ;
- Réaliser du compost à base de micro-organismes – une pratique toujours d'actualité aujourd'hui ;
- Développer des structures biophysiques recouvertes de fourrage et d'arbustes pour arrêter le ruissellement en cas de pluie et empêcher le vent d'emporter les sols – ces structures ont été préservées ;
- Planter diverses espèces d'arbres au sommet de la colline : *Acacia saligna*, *Acacia decurrens*, *Grevillea robusta*, *Cordia africana* et *Cypressus lusitanica*. Les arbres sont bien évidemment plantés à différents stades de maturité (de jeunes pousses à des arbres plus matures de 3 à 5 mètres) à travers la région, y compris dans les ravins, où la végétation d'arbres matures est tellement dense qu'il est impossible de les traverser ;
- Enfermer les animaux dans des enclos pour permettre aux pâturages de se restaurer.

Des microclimats sont apparus. Les taureaux nourris à l'herbe élevés dans ce village sont généralement vendus 50 % plus cher que le prix moyen du marché. Les pompes à eau installées par le projet sont toujours utilisées et ont amélioré la vie des femmes, qui ne doivent plus marcher des kilomètres. Les cuisinières à faible consommation fournies par le projet sont elles aussi toujours utilisées. Elles ont réduit la quantité de fumée dans les maisons, ainsi que la corvée de ramassage du bois. Les villageois produisent également des volailles et des poulets, et des œufs sont au menu. Les cultures ont été diversifiées pour inclure des arbres fruitiers, tandis que les rendements se sont améliorés dans tous les domaines.

Mais l'impact le plus notable est que tous les enfants du village sont désormais scolarisés dans une nouvelle école, dont la construction a été en partie soutenue par le WWF. Au moyen d'un fonds renouvelable, les villageois s'aident mutuellement à réaliser des achats essentiels, comme un moulin à farine communautaire. Grâce à ces avancées, ils ont désormais de nouveaux rêves pour l'avenir : investir dans une grande pompe d'irrigation, ainsi que dans un tracteur pour labourer la terre. Des rêves qui étaient encore hors de portée il y a à peine une dizaine d'années.



TCHAD : DE L'EAU POUR LES HOMMES ET LES ANIMAUX GRÂCE À L'ÉNERGIE SOLAIRE

22 septembre 2020

© EU AMCC+ 2020

Sur son cheval, Biney Moussa guide son troupeau jusqu'à la mare pastorale d'Adoumosso. Non loin, la petite Fatimé et d'autres enfants observent leurs mères charger des bidons d'eau sur le dos d'ânes. La mare est alimentée par des panneaux solaires, permettant ainsi aux éleveurs locaux d'avoir accès à de l'eau potable pour leur bétail et leur famille. Installés sur un site soigneusement clôturé à proximité de la mare, les panneaux permettent l'approvisionnement en eau de la région du Salamat, ce qui réduit sensiblement le long trajet effectué par les éleveurs pour abreuver leur troupeau.

Le manque d'infrastructures de stockage de l'eau potable s'est aggravé en raison du changement climatique, contraignant les communautés à parcourir de nombreux kilomètres pour avoir accès à la précieuse ressource. En réaction, l'Alliance mondiale contre le changement climatique+ (AMCC+), une initiative financée par l'Union européenne (UE), a permis l'installation de panneaux solaires en vue du développement de l'énergie propre. L'Alliance a également construit des pharmacies vétérinaires et formé des vétérinaires qui distribuent des médicaments pour le bétail.

Dans la région du Salamat, décrite par la Banque mondiale comme l'une des plus pauvres au monde, l'économie repose sur le bétail. Situé au sud-ouest du pays, à la frontière de la République centrafricaine, le Salamat est l'une des 23 régions du Tchad. La gestion du bétail y fait face à plusieurs obstacles, comme le manque de sources d'eau fiables, les conflits intercommunautaires sur certaines routes et la pénurie de produits pharmaceutiques pour le traitement des animaux.

Sakine Issa, le pharmacien de Khach-Kacha, vérifie le stock de médicaments à la pharmacie avant de rejoindre les membres du comité de gestion de la pharmacie vétérinaire de Djoula. Grâce au projet « Adaptation aux effets du changement climatique et développement des énergies renouvelables » au Tchad, les éleveurs de la région et leur famille bénéficient désormais d'un accès quotidien à l'eau potable, à l'énergie propre et aux services vétérinaires.

La République du Tchad est confrontée à des phénomènes climatiques extrêmes, prenant la forme de sécheresses de plus en plus graves ou d'inondations de plus en plus violentes, selon la saison et la zone bioclimatique. Les impacts du changement climatique se font sentir dans de nombreux domaines : agriculture, élevage, pêche, santé, logement, etc.

Les systèmes d'approvisionnement en eau à l'aide d'une motopompe alimentée par l'énergie solaire peuvent faire une différence. Le prochain point d'eau est la mare pastorale d'Areba. Un gardien de troupeaux y verse de l'eau à ses chameaux, tandis que les membres du comité de gestion de la mare se réunissent à l'ombre d'un arbre.



LES SERRES DU SUD DE L'ÎLE MAURICE

24 août 2020

© EU AMCC+ 2020

Un matin froid et brumeux, au sud de Maurice. Les Serres du Sud se trouvent au centre de l'Union Sugar Estate, entourées d'un champ paisible de cannes à sucre vertes. Elles se composent d'un peu moins d'un hectare de serres et d'environ deux hectares et demi de terres sur lesquelles sont cultivés des poivrons, des laitues, des tomates, des butternuts et bien d'autres fruits et légumes.

À six heures précises, Armand, le responsable des opérations, qui supervise 35 ouvriers (dont 23 femmes), est déjà en train d'accueillir le personnel et de commencer les activités de la journée. Karen, la consultante interne qui soutient le projet de diversification « Smart Agriculture », le rejoint peu après.

Quelques minutes plus tard, le soleil se lève, accompagné de quelques gouttes de pluie, et la journée débute. Deux agriculteurs arrosent les champs, avant qu'un plus grand groupe ne se mette à creuser des trous dans le sol pour les jeunes plants de laitues. Une fois cette tâche accomplie, ils se répartissent dans différents champs et serres, où ils observent les plantes et s'occupent du désherbage.

Geeta, l'une des ouvrières agricoles, nous accompagne à travers les champs. « Je travaille ici depuis plus de 12 ans maintenant, et rien ne me rend plus heureuse que le moment où je peux toucher de mes doigts les fruits des plantes, dont nous prenons soin chaque jour. » Geeta est l'une des 23 femmes formées et employées par le projet, qui occupe 35 personnes, dont 65 % de femmes.

Dans les serres, des poivrons jaunes et rouges, des tomates et des butternuts poussent sereinement grâce aux bons soins des ouvriers attentionnés. Chaque jour, ils finissent leur travail à 13 h et rentrent chez eux après une dure journée de labeur. En raison du climat insulaire et tropical de Maurice, la production de légumes ainsi que la lutte contre les nuisibles et les maladies sont complexes, ce qui entraîne un usage excessif des pesticides. Une situation encore aggravée par les effets observés du changement climatique, tels que l'accélération du développement et de la propagation des nuisibles et vecteurs de maladie, ainsi que la diminution de l'humidité des sols. Pour relever ces défis, la chambre d'agriculture de Maurice, en collaboration avec le Food and Agricultural Research Extension Institute, a lancé le projet « Gender Empowerment and Climate Smart Agriculture ». Celui-ci est financé, entre autres, par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+), une initiative de l'Union européenne (UE).

À travers une approche structurée et collective incluant les femmes, ce projet entend repenser les systèmes de culture des producteurs agricoles grâce à un processus par étapes, ainsi qu'améliorer le bien-être économique des agricultrices de la communauté. Le projet part du principe que la transition des systèmes agricoles actuels vers des systèmes agroécologiques augmentera la résilience de l'agriculture face au changement climatique – une hypothèse partagée par les experts scientifiques. Ces changements permettront aussi, à long terme, d'atténuer les impacts négatifs du changement climatique sur l'environnement, tout en soutenant le développement économique des femmes dans la communauté. La transition agroécologique devrait aussi contribuer à diminuer l'utilisation de pesticides dans les cultures, réduisant ainsi les risques sanitaires liés à la pulvérisation de ces produits et à la consommation des légumes traités de la sorte.



© EU AMCC+ 2020

RÉCUPÉRATION DES EAUX DE PLUIE AU BANGLADESH: RENFORCER LA RÉSILIENCE, SAUVER DES VIES

02 juillet 2020

Les habitants du village de Manikkhali, au Bangladesh, récupèrent les pluies de mousson pour approvisionner – à faible coût – les membres de la communauté en eau potable. C'est là un des nombreux projets financés par le biais du mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (Local Climate Adaptive Living facility, LoCAL) qui porte actuellement ses fruits et permet aux communautés de développer leur résilience au changement climatique.

Grâce aux fonds octroyés aux gouvernements locaux par le biais du mécanisme LoCAL, les habitants récupèrent les eaux de pluie et les stockent dans d'énormes citerne. La communauté dispose ainsi de réserves abondantes d'eau potable, exempte d'agents pathogènes, au bénéfice de la santé des villageois.

« Nous avions des difficultés à recueillir et à purifier les eaux polluées de l'étang car nous n'avions pas les moyens d'acheter des produits chimiques pour le traitement des eaux, » explique Hanufa Aktar Salma, une jeune villageoise de 28 ans, qui se réjouit de ne plus devoir passer plusieurs heures par jour à aller chercher de l'eau pour sa famille.

Pendant des dizaines d'années, les habitants de Manikkhali ont bu l'eau des étangs situés autour de ce village situé à quelque 334 km au sud de Dhaka, la capitale du Bangladesh. En raison du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer, ces étangs sont régulièrement inondés d'eau de mer. La forte teneur en sel de cette eau la rend désormais impropre à la consommation tandis que pendant la saison sèche, ces étangs ne sont plus « lavés » et les pathogènes, vecteurs de maladies comme le choléra et la typhoïde, s'y accumulent.

LoCAL est un mécanisme international flexible qui peut être adapté en fonction des priorités, des contraintes et des besoins au niveau local. Au Bangladesh, le mécanisme local a donc été intégré dans LoGIC (Local Government Initiative on Climate change), l'Initiative d'adaptation au changement climatique du gouvernement local. Cette initiative est financée par l'Agence suédoise de développement – la SIDA – et l'Union européenne, avec également des contributions du PNUD et du FENU. Elle utilise un système de subventions à résilience basées sur les résultats pour canaliser des ressources supplémentaires vers les gouvernements locaux et soutenir des projets identifiés au niveau local, sous la forme d'un soutien technique et le développement des compétences.

Il y a deux ans, les leaders communautaires et les travailleurs sociaux ont identifié la rareté de sources d'eau potable comme étant le problème de développement numéro un pour la communauté. Au terme d'une série d'évaluations des capacités d'adaptation au changement climatique, l'octroi d'une subvention à la résilience basée sur les résultats, d'un montant de 11 428 US\$, a été approuvé. L'objectif est de financer le projet de recueil des eaux de pluie et de sauver ainsi des vies dans le village de Manikkhali. Ce projet de recueil des eaux de mousson a démarré en février et s'est achevé juste avant la saison des pluies, qui commençait au mois de mars.

A ce jour, 30 dispositifs de collecte des eaux de pluie, d'une capacité de 1 000 litres chacun, ont été mis en place. Pour un investissement modique – 25 US\$ par ménage – plus de 450 familles pauvres ont à présent accès à l'eau potable, et ce pour les 10 à 15 années à venir.

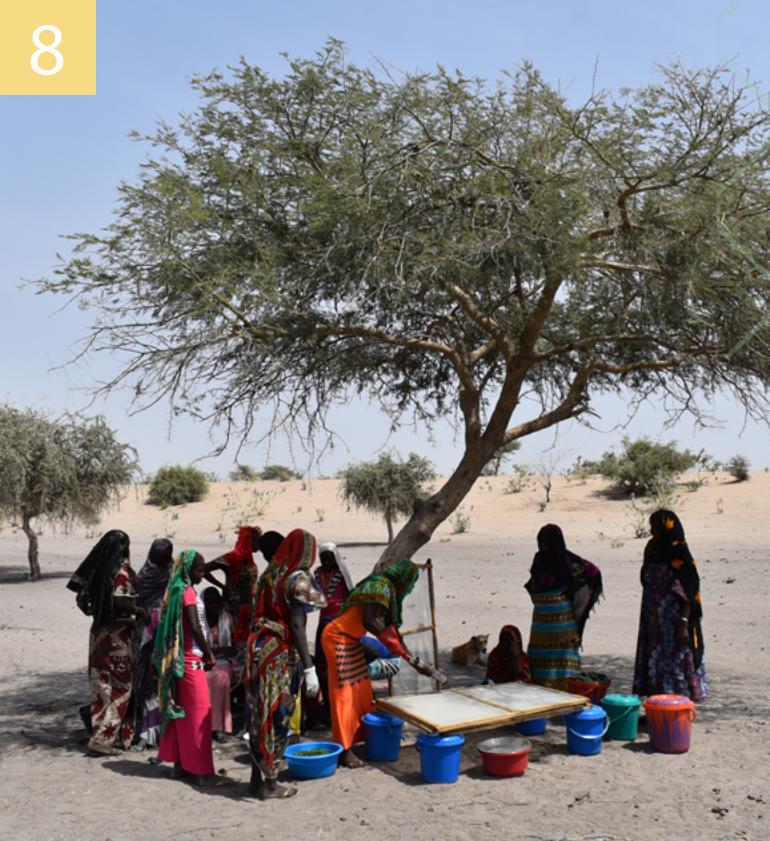
Les femmes et les filles ne doivent plus marcher des heures et des heures pour aller chercher chaque jour de l'eau potable – elles ne risquent donc plus de se faire agresser ou violer sur la route.

Les familles approvisionnées en eau grâce aux citerne d'eaux de récupération sont parvenues à un accord avec le gouvernement du canton, l'Union Parishad. Aux termes de celui-ci, le système est géré et entretenu par un comité d'entretien conjoint dont les membres ont bénéficié d'une formation.

Comme les villages n'ont plus besoin de ces étangs pour leur approvisionnement en eau potable, ceux-ci sont de plus en plus utilisés pour l'élevage de poissons. La communauté dispose ainsi à présent d'une précieuse source d'aliments riches en protéines. Ce système de recueil des eaux de pluie remporte une telle adhésion que des familles non associées initialement à ce projet, envisagent de lancer des initiatives similaires qu'elles sont prêtes à financer elles-mêmes.

LoGIC a véritablement changé la donne pour cette communauté. Elle a renforcé leur résilience climatique grâce à une collaboration avec l'Union Parishad qui a permis d'identifier les besoins et de déployer le système de manière durable.

LoCAL bénéficie du soutien de l'Union européenne par le biais de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+).



RÉCOLTER DE L'ESPOIR : LA SPIRULINE DU LAC TCHAD

14 juin 2020

© EU AMCC+ 2020

Sur les rives du lac Tchad, des groupements locaux de femmes et de jeunes filles nommés « Taira et Sando » travaillent sans relâche pour récolter et transformer l'algue bleu-verte connue sous le nom de spiruline (*Spirulina platensis*) et mondialement reconnue par ces vertus nutricionnelles (thérapeutiques, alimentaires et nutritionnels). Ces femmes et jeunes filles travaillent à l'ombre d'un arbre solitaire et sous des températures qui s'envolent régulièrement au-delà des 40°C.

Elles utilisent des équipements et matériels de production tels que les séchoirs solaires et autres petits matériels appropriés pour produire la spiruline en pâte, poudre, plaquette et en croquette. Ces produits de la spiruline améliorés par ces femmes et jeunes de la Province du Lac sont vendus au niveau national et international sous forme de comprimés et de poudres séchées conditionnées dans les flacons ou des emballages en plastiques. La spiruline transformée en comprimés, peut se vendre jusqu'à 20 euros le paquet dans des magasins de santé occidentaux.

En plus d'être un complément alimentaire écologique et riche en nutriments pour les humains et les animaux, la spiruline se présente également comme une solution possible afin de pallier les problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les pays en voie de développement. Mais il ne s'agit pas d'un aliment nouveau. En effet, la spiruline est une espèce endémique des lacs Tchad et du Mexique, consommée depuis des siècles par les peuples indigènes d'Afrique et d'Amérique centrale.

En ce sens, ces 3 000 femmes et jeunes filles sont en train de transformer une pratique traditionnelle et ancienne de production de spiruline et un travail historiquement effectué par les femmes de la tribu Kanembu qui constitue une réelle source d'emplois et de revenus dont la Province a besoin. Le changement climatique et la croissance rapide de la population ont entraîné un rétrécissement de 90 % de la superficie du lac Tchad depuis les années 1960 à nos jours de 25 000 km² à 2500 km². Il est donc essentiel de créer davantage d'emplois pour d'une part protéger le lac qui ne fait que rétrécir et d'autre part pour faire face à la crise humanitaire importante qui touche le Sahel.

L'amélioration et la transformation de la spiruline fait partie d'un projet de 8 millions d'euros du programme phare de l'UE sur le changement climatique, Aitambodou, l'une des jeunes femmes du groupement, montre comment elle transforme l'algue bleue-verte en poudre sèche à l'aide d'un broyeur, qu'elle mélange ensuite à de l'eau pour former une pâte épaisse. A proximité, son amie Tayrah prend des poignées de cette pâte verte dans un seau en plastique, la moule et la fait ensuite sécher dans un support spécialement conçu à cet effet.

Développement du système d'exhaure solaire pour la mise en valeur des ouadis aux fins agricoles dans la province du Tchad.

Les systèmes solaires installés au profit des ménages vulnérables pour la mise en valeur des ouadis dans la province du Lac présentent un moyen de production durable et efficace pour irriguer les parcelles agricoles et la consommation d'eau potable pour les ménages.

Le fonctionnement de ces systèmes solaires permet de cultiver non seulement la spiruline, mais aussi les aubergines, des piments, des oignons, des carottes, des tomates, des Gombo, des betteraves, Fenugrec et Nijela sativa (kamoun et hilba en arabe local) comme culture de rentes pour leur valeur commerciale élevée dans les marchés locaux.

Le secteur agricole au Tchad étant très vulnérable au changement climatique, nécessite l'utilisation des énergies renouvelables pour la mise en place des systèmes d'exhaure d'eau solaire pour l'irrigation des champs et l'accroissement de la production agricole afin d'améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables et d'aider les agriculteurs à faire face à la variation des précipitations et au changement climatique dans la province du Lac.

Aujourd'hui, avec la mise en place de ces systèmes solaires, les agriculteurs de la Province du Lac s'organisent en groupement et/ou par villages pour produire les différentes cultures ci-haut citées, les vendre et utiliser les revenus issus des récoltes pour assurer la maintenance des équipements et acquérir des outils de production agricole. Il faut noter également que l'accès permanent à l'eau leur permet de récolter au moins trois fois par campagne agricole. Grâce aux activités de production de spiruline et à cette technologie simple et respectueuse de l'environnement mise en place par le programme AMCC+ Tchad, Aitambodou, ses amies et d'autres ménages vulnérables gagnent suffisamment de nourriture et d'argent pour s'occuper de leur famille et éduquer leurs enfants.



© EU AMCC+ 2020

DANS LE PROJET DE L'USAMBARA ORIENTAL EN TANZANIE, CE SONT LES FEMMES QUI DÉCIDENT

04 juin 2020

La réserve naturelle d'Amani, située à 500 km au nord-est de la capitale Dodoma, re-gorge de trésors cachés. Nichée au cœur des montagnes de l'Arc oriental, cette réserve grouille de nectarinidés, de grenouilles arboricoles, de caméléons, de colobes et de violettes africaines. Considérée comme l'équivalent africain des Galapagos en termes de biodiversité, cet endroit est unique au monde. C'est ici que le projet d'approches intégrées pour l'adaptation au changement climatique dans l'Usambara oriental, financé par l'Union européenne, collabore avec le district de Muheza et huit villages pour mettre en œuvre des activités d'adaptation au changement climatique. Toutes sont également axées sur la toutes la dimension de genre.

Les règles du projet stipulent qu'au moins la moitié des villageois participants doivent être des femmes. Grâce aux activités menées, les femmes ne sont plus des spectatrices silencieuses mais prennent désormais part aux décisions communautaires. À Mvambo, par exemple, le chef de village par intérim est une femme et les femmes décident elles-mêmes des investissements à faire ainsi que des dépenses consacrées aux associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) qui ont été mises en place. En outre, toutes ces interventions incluent des activités génératrices de revenus : services de guide touristique, élevage de papillons, de vaches laitières ou de volaille, mais aussi conservation des sources d'eau naturelles via les comités villageois de l'eau. L'objectif est que toutes ces activités perdurent bien au-delà la fin du soutien de l'Union européenne, qui est intervenue en mars 2019. À la base, le projet a fourni des livres, des caisses (pour l'argent en espèces) et des formations pour la création des AVEC, et tous ces groupes sont désormais parfaitement autonomes. Il y a deux associations de 30 membres dans chaque village et les villageois ont été formés à créer davantage de groupes. Chaque membre verse entre 2 à 10 000 shillings tanzaniens par semaine à l'association et peut emprunter jusqu'à trois fois les fonds investis. Les prêts sont garantis par deux autres membres et aucun défaut de paiement n'a encore été signalé. En Tanzanie, le capital social est aussi important que le capital financier, ce qui explique que ces associations fonctionnent très bien au niveau des villages.

Dans le village de Mvambo, Anna Hezron Sabini a rejoint une AVEC dès sa création, il y a trois ans. Elle a contracté un prêt auprès de l'association pour acheter une chèvre, dans l'optique de devenir une éleveuse à part entière. Comme la plupart des Tanzaniens qui vivent en région rurale, Anna est agricultrice, mais elle souhaite compléter les revenus qu'elle tire de la vente des légumes grâce à son élevage de chèvres. Anna a emprunté 200 000 shillings tanzaniens (environ 80 dollars) pour acheter une chèvre à 40 000 shillings tanzaniens (environ 15 dollars). Elle a utilisé l'argent restant pour couvrir certaines dépenses personnelles, notamment les frais de scolarisation de ses enfants. Anna a trois mois pour rembourser le prêt à un taux d'intérêt de 5 %. Pourquoi ne s'est-elle pas adressée à une banque ? Parce que, compte tenu de sa situation, elle n'a aucune garantie à présenter à la banque et que les taux d'intérêt bancaires sont actuellement très élevés (12 %). Ce qui rend les emprunts impossibles pour près de 80 % de la population. C'est pourquoi les AVEC sont une véritable planche de salut pour de nombreuses Tanzaniennes. Dans le passé, les femmes étaient discriminées à cet égard car, selon le droit coutumier, elles ne pouvaient pas posséder de terres. Heureusement, les mentalités ont évolué et les femmes peuvent maintenant emprunter de l'argent au même titre que les hommes.

« Les associations d'épargne ont déculpabilisé nos moyens. Je consulte mon mari lorsque je souhaite contracter un prêt et nous décidons à deux de la façon de dépenser l'argent, ce qui signifie que nous devons travailler ensemble pour rembourser l'emprunt », explique Anna, qui ajoute que cela se fait toujours rapidement et efficacement.

Halima Sheshe Idd, cheffe du village de Mvambo par intérim, a été formée par le projet aux pratiques agricoles climato-intelligentes. Compte tenu de l'imprévisibilité des conditions météorologiques, ces pratiques l'aident à irriguer ses cultures et à obtenir de meilleurs rendements. Grâce aux fonds générés par ses investissements dans l'AVEC, Halima s'est lancée dans la culture de piments, de cardamome, de cannelle, de clous de girofle, de poivre noir, de vanille, de bananes et de canne à sucre. En raison de la hausse des températures dans les montagnes, ces épices poussent maintenant bien en altitude, ce qui aurait été impensable il y a dix ans. Halima vend ses récoltes à un bon prix, ce qui lui a permis de construire une maison.

« Dans le village, les femmes ont de plus en plus leur mot à dire : elles discutent des questions liées au développement et prennent part aux décisions. C'est une bonne chose. Au sein des AVEC, les femmes décident elles-mêmes des dépenses à faire avec l'argent emprunté. Personne ne leur dit comment faire », se réjouit Halima.

Avenir durable

L'une des interventions les plus réussies du projet de l'Usambara oriental en matière d'autonomisation des femmes, mais aussi de changement climatique et de durabilité, était l'introduction de fourneaux améliorés. Ces derniers ont permis aux femmes de gagner du temps, tout en ayant un effet positif sur leur santé. Des artisans ont été formés à fabriquer ces fourneaux propres pour les ménages en un temps record : une heure et demie ! L'impact de cette intervention s'est fait sentir bien au-delà des villages de l'Usambara oriental.

« D'autres villages non couverts par le projet ont aussi décidé d'adopter ces fourneaux, ce qui permet aux femmes de devoir aller chercher moins de bois et leur laisse donc plus de temps dans la journée pour se consacrer à des activités génératrices de revenus, tout en limitant la déforestation », explique Elingikania Njuu, coordinatrice du projet. Elle ajoute que les bienfaits pour la santé sont aussi évidents : comme il y a moins de fumée dans les habitations, on observe une diminution des maladies liées à la fumée, en particulier parmi les membres du ménage les plus vulnérables, comme les enfants et les personnes âgées.

Ce sont généralement les femmes qui s'occupent de ces membres de la communauté, donc cette évolution a réellement transformé leur vie de nombreuses manières.

Le responsable environnemental du district de Muheza, Suleiman Gwaje, lui fait écho et réaffirme que les femmes ont été encouragées à participer activement aux activités depuis le début du projet, qui a couvert la période 2015-2019.

« La capacité de contracter des emprunts et ainsi d'apporter du capital à d'autres activités génératrices de revenus a réellement permis aux femmes d'augmenter leurs revenus et de faire entendre leur voix au sein de leur communauté », ajoute Suleiman.

Le district impose aux communautés de soumettre des rapports de progrès, qui font l'objet d'un suivi par des agents du district.

« Ce n'est qu'un début », affirme Suleiman, qui est déterminé à continuer à soutenir les interventions communautaires. « Les femmes représentent plus de la moitié de la population. Elles ne peuvent plus être ignorées et sous-estimées. »



© EU AMCC+ 2020

« Nous avons commencé avec seulement 250 grammes de vers, maintenant nous avons 20 kilos ! Le lombricompostage a donné d'excellents résultats – comme nous n'utilisons qu'un quart de notre production, nous vendons le reste aux agriculteurs de tout le pays. »

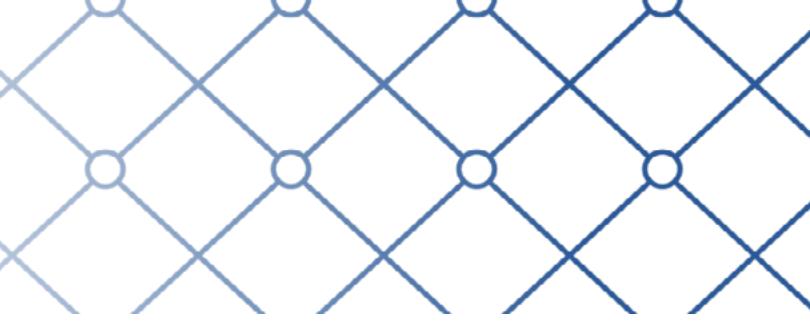
- Rabebinirina Minompamony David que tout le monde appelle Madame Mino – tient dans sa main une poignée de vers de terre roses et frétillants.

Madame Mino fait partie des 18 000 agriculteurs malgaches – dont la moitié sont des femmes – qui bénéficient d'un nouveau projet d'agriculture intelligente face au climat. « Manitatra 2 » est financé au titre de l'AMCC+, l'initiative-phare de lutte contre le changement climatique de l'UE. Ce projet, lancé après la réussite d'un précédent projet-pilote, a pour objectif de préserver les sols et les forêts dans les Hautes-Terres de Madagascar, dans la région du Vakinankaratra.

« Comme nous n'avions pas de bétail, nous étions obligés d'acheter d'énormes quantités de fumier pour fertiliser nos cultures. Et c'était vraiment un problème car nos revenus nous permettaient à peine d'acheter les quantités nécessaires d'engrais. Mais aujourd'hui, grâce au lombricompost, nous ne devons plus utiliser qu'un dixième environ des quantités d'engrais dont nous avions besoin. Le désherbage est aussi devenu beaucoup plus facile. L'engrais organique que nous achetions était en effet plein de graines. Nos rendements sont nettement plus élevés et nos cultures résistent mieux aux maladies et à la sécheresse ».

Madagascar est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique. Quatre-vingt-dix pour cent de la population travaille dans l'agriculture, un secteur qui contribue au PIB à concurrence de 26 %. L'exploitation de Madame Mino est située dans la région de Vakinankaratra. Les terres agricoles autrefois fertiles de la région ont souffert des effets du changement climatique, avec une alternance de sécheresse et d'inondations. Les feux de brousse, la déforestation et un labourage trop profond ont encore dégradé davantage les sols. Heureusement, le lombricompostage a redonné vie à la terre et aux cultures.

« Le lombricompostage est à la portée de tous, mais il faut s'y consacrer pleinement et bien savoir ce qu'on fait. Il faut juste des déchets organiques pour nourrir les vers, et s'assurer ensuite qu'ils aient beaucoup d'eau et que la température ne soit pas trop élevée. L'essentiel du travail consiste à séparer les vers du compost mûr. Nous produisons environ 600 kg de lombricompost par mois. Nous vendons les quantités dont nous n'avons pas besoin. La plus grosse commande à ce jour portait sur 1,5 tonne de lombricompost, dont le prix de vente peut atteindre jusqu'à 1 000 ariary (0,24 €) le kilo » poursuit Madame Mino.



MADAGASCAR: DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES LOMBRICS

27 mai 2020

Mais Manitatra 2 n'est pas qu'un projet de lombricompostage. Le projet, mis en œuvre par le biais de GSMD, une organisation malgache à but non lucratif axée sur la recherche agricole et le développement rural, a aussi pour objectif de planter 1,5 million d'arbres et de prévenir l'érosion des sols (le but étant d'éviter 40 000 tonnes de pertes de sol). Parmi les autres activités, mentionnons la promotion de l'utilisation des biopesticides et l'amélioration des pâturages pour le bétail laitier, grâce à la plantation de légumineuses et d'autres types de cultures fourragères.

« Nous avions l'habitude d'utiliser du fumier comme engrais, mais avec la diminution du cheptel, il n'y en a tout simplement plus assez. Une solution consiste à planter des cultures de couverture telles que des légumineuses et à utiliser du lombricompost. Le lombricompost est une matière organique de qualité et il en faut dix fois moins que du fumier pour un même résultat. » explique Rakoto Rakotondramanana, directeur du GSMD

Le voisin de Mme Mino, Razafindrakoto Emilson, est lui aussi est adepte du lombricompostage.

« Nous avons construit notre premier lombricomposteur après une séance de formation pour les agriculteurs, organisée dans le cadre de Manitatra 2, » explique-t-il. « Je ne produis du lombricompost que depuis très peu de temps et je constate déjà vraiment la différence : la qualité de mon maïs et de mon riz s'est nettement améliorée. Nous avons aujourd'hui cinq lombricomposteurs que nous avons construits nous-mêmes. Nous avons commencé avec seulement 1 kg de vers et aujourd'hui nous en avons environ 60 kg. J'utilise tout le compost moi-même – je trouve plus avantageux d'utiliser du lombricompost que du fumier, et je n'utilise presque plus d'engrais chimiques».

L'une des principales causes de la dégradation des sols dans la région du Vakinankaratra est la forte demande de riz, l'aliment de base. Comme il n'y a pas assez de rizières irriguées pour satisfaire la demande, les agriculteurs sont obligés d'affecter de plus en plus de terres à la production de variétés de riz pluvial. En un an seulement – entre 2014 à 2015 – la superficie des terres affectées à la riziculture a augmenté de 30 %, un pourcentage alarmant. Manitatra 2 cible 17 communes rurales où la riziculture de montagne s'est fort développée au cours de ces trois dernières années. L'objectif est de promouvoir l'agriculture intelligente face au climat (AIC) et son adoption afin d'atténuer le changement climatique et d'améliorer la sécurité alimentaire. Après sa formation dans une école pratique d'agriculture, Razafindrakoto n'a pas tardé à adopter des pratiques agricoles climato-intelligentes pour régénérer ses terres et lutter contre les mauvaises herbes.

« Mes récoltes ont doublé et ma charge de travail a diminué », nous confie-t-il. « Mes dépenses ont aussi été réduites car je ne dois plus engager quelqu'un pour labourer mes champs. »



© EU AMCC+ 2020

DE JEUNES GARDES FORESTIERS PROTÈGENT LA FORêt AMAZONIENNE AU SURINAME

22 mai 2020

Survolant la canopée, un drone capture des images aériennes d'un groupe de jeunes qui se préparent à pénétrer dans l'immense forêt amazonienne du Suriname. Domitsio, Fransje, Fernando et Priscilla ont tous grandi dans le village voisin de Pusugrunu, au bord du fleuve Saramacca, et connaissent cette région comme leur poche.

Désormais, les quatre amis – qui ont bénéficié d'une formation pour devenir gardes forestiers – mettent leurs connaissances locales au service de la protection de la forêt tropicale. Aujourd'hui, ils vont passer leur temps à inspecter, mesurer et collecter des données sur l'abattage des arbres. Johan, leur formateur, leur donne les dernières informations avant qu'ils ne pénètrent dans la forêt, où ils utiliseront les compétences et l'équipement acquis durant la formation.

Les gardes forestiers sont de jeunes hommes et femmes formés par l'Amazon Conservation Team (ACT) dans le cadre de l'AMCC+, le programme phare de l'UE contre le changement climatique. L'ACT entend mettre en place un programme de gardes forestiers pour la conservation de la nature à travers le territoire des marrons Matawai, en vue d'améliorer le suivi local et la collecte de données.

Avant de quitter le village et d'entrer dans la forêt, les gardes forestiers font une halte à l'école locale, où Fransje montre aux élèves un documentaire sur les traditions et les terres des Matawai. Les marrons Matawai du Suriname, des descendants d'esclaves africains qui ont fui dans la forêt tropicale, occupent leur territoire ancestral depuis des centaines d'années.

Les gardes forestiers montent ensuite dans les pick-up et prennent la direction de la dense forêt amazonienne, où l'on aperçoit au bord de la route des troncs d'arbres coupés par les sociétés d'exploitation forestière à l'œuvre dans cette partie de la forêt. Fernando et Domitsio inspectent, mesurent et enregistrent les arbres abattus pour aménager une nouvelle route, tandis que Priscilla note les données.

Les jeunes découvrent ensuite un arbre qui a été abattu et poussé sur le côté par une société d'exploitation forestière pour créer ce que l'on appelle un « sentier de débardage » – une route temporaire donnant accès à de nouveaux sites d'exploitation. Les gardes forestiers sont les yeux et les oreilles des chefs de la communauté. Ils les aident à réagir plus rapidement en cas de crise, comme une incursion illégale par des mineurs ou bûcherons. L'enregistrement de la quantité et du type d'arbres abattus, ainsi que de leur emplacement, constitue une part importante de la formation des gardes forestiers.

Le programme de formation de l'ACT vise à renforcer les capacités du gouvernement à recueillir des données et à assurer le suivi de l'exploitation forestière sur le terrain, et donc à protéger les paysages forestiers encore intacts.

Les gardes forestiers organisent régulièrement des expéditions de reconnaissance et de surveillance dans la forêt pour mieux comprendre les principes de l'exploitation à faible impact (EFI), protéger la biodiversité, prévenir les incursions et éviter les pratiques néfastes pour l'environnement. La formation de membres des communautés locales s'appuie sur leur volonté de favoriser le développement durable, de générer des revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire. Une fois le programme terminé, au moins un tiers des gardes forestiers seront des jeunes femmes, à l'instar de Fransje et Priscilla.

À la fin d'une longue journée en forêt, Priscilla rentre à Pusugrunu, où elle retrouve ses jeunes enfants. Demain, les gardes forestiers se réuniront à nouveau pour passer en revue les données qu'ils ont collectées, en discuter et planifier leur prochaine expédition sur le terrain.



© EU AMCC+ 2020

AU-DELÀ DU TOURISME : AIDER LES HABITANTS ET LA NATURE DES MALDIVES À S'ÉPANOUIR

18 mai 2020

Addu Nature Park, la journée s'annonce splendide aujourd'hui. Le ciel est bleu, il fait chaud et humide. Bien que la saison des migrations soit terminée, on entend distinctement les cris de la poule d'eau et de la grue – des espèces locales – au-dessus des eaux du parc, une des plus grandes zones protégées des Maldives.

Véritable paradis de la biodiversité, avec pas moins de 28 espèces d'oiseaux entre autres, l'Addu Nature Park se compose en fait des zones protégées d'Eedhigali Kilihi et de Koattey (qui signifie « forteresse » en dhivehi, la langue locale). Avec une superficie de 570 hectares, Koattey est la plus grande zone protégée de ce type aux Maldives. C'est là que les oiseaux migrateurs viennent se reposer et reprendre des forces lorsqu'il fait froid.

Mais les oiseaux ne sont pas les seuls à profiter de ce site. Le parc génère aussi des moyens de subsistance indispensables à de nombreux membres de la communauté locale. Hussan Abdulla, 76 ans, est l'un des ramasseurs de noix de coco agréés. Tous les matins, il se rend dans le parc pour y ramasser les noix tombées des cocotiers. De retour chez lui, il les décortique et va ensuite les vendre dans les magasins locaux.

«Cela fait six ans maintenant que je ramasse des noix de coco dans le parc. Cette activité me permet de subvenir à mes besoins quotidiens. Et faire le trajet jusqu'au parc m'aide à rester actif, malgré mon âge !»

Les Maldives sont depuis longtemps emblématiques de l'action climatique – tout le monde se rappelle du conseil des ministres réuni sous l'eau par l'ex-président de l'archipel Mohamed Nasheed pour attirer l'attention sur le réchauffement climatique. C'était il y a dix ans. Cette nation insulaire, surtout connue pour ses plages de sable blanc, ses atolls bordés de palmiers et ses luxueux complexes de vacances, est menacée d'être rayée de la carte à cause de l'élévation du niveau de la mer. L'archipel est l'un des pays du monde à la plus basse altitude – plus de 80 pour cent de son territoire « culmine » à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer. Ses quelque 530 000 habitants sont donc particulièrement exposés aux tempêtes, à la houle et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Autant d'éléments qui montrent à quel point il est urgent de prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Les terres situées à l'intérieur de l'Addu Nature Park sont louées aux communautés locales, à charge pour elles de les cultiver dans le respect de l'environnement, selon des techniques traditionnelles ou modernes. Les agriculteurs y cultivent des margoses, des piments, des poivrons, des concombres, des melons cantaloup et des courges butternut. Une partie du produit de ces ventes est redistribuée à la communauté.

Pendant ce temps-là, sur la côte est de l'atoll d'Addu, des habitants trient les déchets apportés par les membres de la communauté au centre de gestion des déchets de Hulhumeedhoo. Le plastique y est déchiqueté pour être exporté, les bouteilles en verre sont broyées en petits morceaux et mélangées ensuite à du béton, tandis que les feuilles, les déchets alimentaires et autres matières organiques sont compostés et revendus aux agriculteurs qui utiliseront cet engrais sur pour leurs cultures.

Le projet de gestion des déchets de l'atoll d'Addu est mené dans le cadre de l'AMCC+, l'initiative-phare de lutte contre le changement climatique de l'UE. L'actuel projet – qui constitue le prolongement d'un autre projet de l'AMCC+ de conservation des terres basses et de surveillance des récifs coralliens pour la période 2009-2015 et co-financé par l'UE à concurrence de 6,5 millions d'euros –, entend promouvoir l'écotourisme et la protection environnementale au sud des Maldives. Il bénéficie d'une enveloppe de 4 millions d'euros.

Le tourisme est le moteur de l'économie des Maldives. Le défi consiste aujourd'hui à transformer ce secteur pour en faire une activité plus respectueuse de l'environnement. L'atoll d'Addu attire des touristes de l'archipel et du monde entier, séduits par ses lacs, ses mangroves, ses pistes cyclables à travers des paysages idylliques. La région de la baie de Behdi, célèbre pour ses mangroves rouges, ses bébés-raies et ses requins, est un autre point d'attraction des Maldives. Saheema y vient souvent avec ses deux enfants.

“Depuis que le parc naturel a été créé, le site est beaucoup plus agréable et plus propre. Nous l'aimons beaucoup et venons souvent pour y faire du snorkeling. Je suis fière qu'il y ait un aussi bel endroit sur mon île.”



© EU AMCC+ 2020

CONGO: PROTÉGER LA FORÊT DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE

14 mai 2020

‘Batela zamba, tokobatela zamba, toloni nzete, tokobatela zamba’ – protégeons nos forêts et plantons des arbres – est devenue la nouvelle chanson préférée des enfants de Yangambi.

C'est la journée nationale de l'arbre, instituée en 1986 pour célébrer les arbres et leur importance pour la société, l'économie et l'environnement du pays. Une journée très spéciale destinée à rappeler à tous les citoyens que l'avenir du pays est tributaire de la biodiversité et de la vitalité de ses forêts.

Les enfants et les jeunes de Yangambi, en République démocratique du Congo, apprennent à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement à l'école. Un programme innovant d'éducation à l'environnement, soutenu par l'Union européenne par l'intermédiaire de l'AMCC+, aide les élèves des communautés forestières à comprendre l'importance de l'utilisation durable des ressources naturelles et les encourage à agir dès leur plus jeune âge.

« L'éducation à l'environnement devrait faire partie du cursus général », déclare Joëlle Grandjean, qui est responsable du programme d'éducation environnementale. « Dès leur plus jeune âge, il est essentiel que les enfants comprennent comment les forêts contribuent aux moyens d'existence de leurs familles et communautés, et comment les générations à venir peuvent aussi bénéficier de toutes les ressources procurées par la forêt. »

Le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) a organisé un atelier dynamique où les enfants apprennent à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement. « J'aime beaucoup ce que je fais, les enfants ont tellement d'énergie, et ils sont si désireux d'apprendre », affirme Éric Basosila, l'un des animateurs de cet atelier, qui vient d'obtenir son diplôme d'études supérieures en gestion durable des forêts à l'Université de Kisangani (UNIKIS). « Cela me permet d'utiliser ce que j'ai appris à l'université pour impulser un réel changement dans les communautés », ajoute-t-il.

« Nous avons une équipe d'éducation à l'environnement, formée par des personnes qui connaissent ces communautés, par des experts des forêts et des spécialistes de la pédagogie », précise J. Mayaux. Ce programme fait partie d'une entreprise ambitieuse visant à transformer le paysage de Yangambi (la Réserve de biosphère et ses alentours), en un site où la conservation des forêts et la recherche scientifique contribuent à améliorer les conditions de vie des populations locales. Financés par l'Union européenne, les projets FORETS (Formation, Recherche, et Environnement dans la Tshopo) et YPS (Yangambi Pole Scientifique) ont permis de créer, depuis 2017, plus de 600 emplois directs, de former plus de 220 étudiants de deuxième ou de troisième cycle, de restaurer environ 300 hectares, et de planter 300 000 arbres.



RWANDA: L'IMPACT À LONG TERME DE L'ENREGISTREMENT FONCIER SUR L'ACTION

25 mars 2020

© EU AMCC+ 2020

L'étude de cas du Rwanda s'inscrit parfaitement dans le plaidoyer de l'AMCC en faveur de l'enregistrement foncier en Afrique. Le Programme de régularisation des titres de propriété foncière (Land Tenure Regularisation Programme, LTRP) a véritablement un impact durable sur l'adaptation au changement climatique des propriétaires fonciers et sur l'atténuation de ce phénomène. Le Rwanda se classe actuellement deuxième dans le domaine de l'enregistrement des biens fonciers (Rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale).

Lorsque leur propriété foncière est attestée et qu'ils s'approprient ainsi vraiment leurs terres, les agriculteurs sont plus enclins à investir dans leur protection. Ils peuvent alors suggérer des mesures d'atténuation et d'adaptation, comme la plantation d'arbres, la lutte contre l'érosion à l'aide de tranchées et de terrasses. Ils ont aussi désormais accès au financement puisqu'ils peuvent utiliser leurs terres comme garanties.

À la fin de 2014, 10,67 millions de parcelles avaient été délimitées et 8,6 millions de titres fonciers délivrés à des propriétaires fonciers, au prix de 6 USD. Ce résultat, obtenu sur une période de cinq ans, a été réalisé grâce au LTRP, un programme à hauteur de 70 millions de dollars, dont 4 millions d'euros financés par la Commission européenne au titre de l'AMCC+.

Les données issues d'une zone pilote au Rwanda ont révélé que les ménages disposant d'un titre foncier grâce au LTRP avaient près de 10 % de probabilités de plus d'investir (ou de continuer à investir) dans la conservation des sols, notamment dans des structures telles que les digues, les terrasses et les barrages de retenue.

L'initiative a démarré en 2000, lorsque le gouvernement rwandais a adopté sa Vision 2020, qui a pour objectif de faire du Rwanda un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2020. À cette fin, de nombreuses réformes s'imposaient dans tous les secteurs, en particulier dans celui de l'environnement et des biens fonciers.

En 2004, le gouvernement a promulgué deux politiques majeures : la politique nationale de l'environnement et la politique nationale foncière. Elles prévoyaient des réformes réglementaires et institutionnelles et ont été assorties de programmes axés sur la protection et la conservation de l'environnement ainsi que de mesures visant à faire face au changement climatique, la priorité étant donnée au lancement d'une stratégie de croissance verte.

En 2008, une feuille de route stratégique pour la réforme du régime foncier a été élaborée, expliquant comment mettre en œuvre le programme de régularisation des titres fonciers grâce à l'enregistrement systématique de toutes les parcelles du pays, les activités allant de la délimitation des parcelles au moyen de cartes orthophotographiques aériennes à la délivrance de titres fonciers sur papier. Les communautés, en particulier de nombreuses femmes, ont été étroitement associées à ce processus.

Un système moderne d'information sur l'administration foncière (Land Administration Information System, LAIS) fait aujourd'hui office de registre foncier électronique. Au total, 11,4 millions de parcelles ont déjà été enregistrées. Ce système permet le traitement/l'enregistrement de toutes les transactions foncières. Il soutient également d'autres services tels que les services bancaires — pour l'enregistrement en ligne des hypothèques —, le système d'identification national, un système de permis de bâtir, la collecte des impôts, etc.

Le soutien à la sécurité foncière, la régularisation des titres fonciers et l'enregistrement des terres sont des initiatives payantes en Afrique. En effet, l'investissement dans des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique par les propriétaires fonciers peut avoir un impact à long terme. La Tanzanie et la Zambie ont déjà pris des mesures en vue de lancer un programme similaire à celui introduit au Rwanda.



© EU AMCC+ 2020

RESTAURER LE CORRIDOR DU BÉTAIL EN OUGANDA

23 janvier 2020

Les plus de 200 000 habitants du district ougandais de Nakaseke – selon le recensement national de 2012 – vivent principalement de l'agriculture et de l'élevage. Les petits exploitants y cultivent du café, du maïs, des haricots, du manioc, des patates douces, des ananas, etc. Plus tôt dans l'année, le corridor du bétail – qui inclut le district voisin de Nakasongola – a été frappé par une grave sécheresse, qui a tué de nombreuses vaches et asséché de nombreux pâturages et points d'eau.

Cette sécheresse prolongée a eu un impact sur les agriculteurs, et notamment sur Mme Teddy Nakaye, propriétaire d'une exploitation agricole dans le sous-comté de Ngoma (district de Nakaseke).

Mme Teddy Nakaye est l'une des membres de la ferme-école St. Cyprian Ngoma, dans le village de Kololo (paroisse de Central Ward, municipalité de Ngoma), qui bénéficie du projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+), une initiative phare de l'Union européenne (UE).

« En tant que bénéficiaire de la ferme-école, mon rêve n'est pas seulement d'agrandir mon exploitation mais aussi d'élargir mes connaissances et de former davantage de femmes aux avantages des pratiques de gestion améliorée des pâturages. »

- Teddy Nakaye, membre de la ferme école St. Cyprian Ngoma

Mme Teddy Nakaye a planté six hectares de chloris gayana, une espèce d'herbe indigène d'Afrique, qu'elle récolte pour fabriquer de l'ensilage. Son exploitation se développe et elle a acheté environ 100 génisses, c'est-à-dire de jeunes vaches qui n'ont pas encore vêlé ou n'ont eu qu'un seul veau. Elle prévoit d'agrandir son élevage en se procurant des vaches, des chèvres, etc.

En plus de la ferme-école, 15 nouveaux réservoirs de vallée ont été construits et cinq anciens ont été rénovés dans le corridor du bétail ougandais. Le projet a été mis en œuvre dans six districts, à savoir : Nakasongola, Luwero, Nakaseke, Kiboga, Mubende et Sembabule.

Prenons le réservoir de vallée du village de Rwenyana (paroisse de Sikye, sous-comté de Wabinyonyi, district de Nakasongola). Ce réservoir permanent construit par le projet est essentiel tant pour la consommation domestique que la production de bétail, en particulier lors des périodes de sécheresse. Le réservoir permet d'abreuver quelque 15 000 animaux durant la saison sèche et 200 durant la saison humide. Pour accéder à ce réservoir de vallée, certains agriculteurs parcourent jusqu'à 11 km.

Le réservoir de vallée est une source d'eau permanente et très importante, tant pour la consommation domestique que pour la production du bétail, en particulier durant la saison sèche, lorsque tous les autres points d'eau sont à sec. Durant la saison des pluies, comme les autres sources d'eau sont plus abondantes, moins de ménages viennent y chercher de l'eau.

« Durant la longue vague de sécheresse, nous avons perdu jusqu'à 30 % de nos animaux. L'année passée, en revanche, tous ont survécu. Avant la rénovation du réservoir de vallée, nous devions parcourir de longues distances pour trouver de l'eau. Nous devions par exemple nous rendre jusqu'à dans le sous-comté de Mukote (entre les sous-comtés de Wabinyonyi et Kalungi) à 30 km, dans les sous-comtés de Kakoge ou Lubega, ou encore à Lugogo à environ 10 km. »

- Kalangwa John, président du Conseil municipal 1 et membre du comité des utilisateurs de l'eau, affirme

Un réservoir de vallée solaire a aussi été construit à Katongole (district de Mubende). Il permet d'abreuver environ 1 000 animaux lors des périodes sèches et 300 durant la saison humide.

Charles Tebajukila, propriétaire d'une plantation de bananes dans le district de Mubende, utilise l'eau pour irriguer ses arbres. L'eau est pompée directement depuis un réservoir souterrain construit sous son domicile grâce au projet de l'AMCC+. Le réservoir permet de stocker l'eau de pluie collectée depuis le toit de la maison, tant pour la consommation domestique que pour abreuver le bétail.

« Ce réservoir souterrain d'eau de pluie a beaucoup aidé ma famille et mes voisins. Auparavant, nous devions aller chercher de l'eau dans un marais situé à 11 km. »

Il fallait au moins six heures pour accomplir cette corvée, parce que les habitants de trois ou quatre villages venaient s'approvisionner auprès de la même source. Désormais, grâce au projet, il peut obtenir de l'eau dès qu'il en a besoin, abreuver son troupeau, irriguer son jardin et même fournir de l'eau à ses voisins.



CHANGEMENT CLIMATIQUE AU MOZAMBIQUE : TIRER LA SONNETTE D'ALARME

20 janvier 2020

© EU AMCC+ 2020

Le son aigu des sirènes d'alarme interrompt les cours du matin à l'école communautaire de Xai-Xai, au sud du Mozambique. Les élèves quittent rapidement les classes mais dans le calme, et suivent des enseignants qui portent des gilets fluorescents. Ceux-ci les conduisent en lieu sûr.

Les plus petits s'agrippent aux épaules de l'enfant qui les précède. En file indienne, ils vont se mettre à l'abri sur les hauteurs. Des responsables de l'Institut national de gestion des catastrophes distribuent des bouteilles d'eau pendant que les élèves écoutent attentivement les consignes à suivre en cas d'urgence. Car si aujourd'hui il s'agit d'un exercice, la prochaine fois, cela pourrait bien leur sauver la vie.

Beaucoup de ces enfants sont trop jeunes pour se souvenir de la dernière fois que Xai-Xai et la province de Gaza (où cette ville se situe) ont été dévastées par des inondations. En 2013, les fleuves Oliphants et Limpopo sont sortis de leur lit après de fortes précipitations et du jour au lendemain, de nombreux habitants de la région sont devenus des réfugiés climatiques. Des ponts ont été emportés par les eaux et la ville s'est retrouvée coupée de tout. La catastrophe avait fait plus de 100 victimes et 200 000 sans-abris.

« Quand il pleut, les eaux s'accumulent et doivent s'évacuer d'une manière ou d'une autre », explique Chiduache Aderito Orjecuimica, ingénieur hydraulique qui travaille avec la communauté locale. « Si les précipitations se poursuivent, le trop-plein d'eau qui doit sortir finit par créer d'énormes cratères. C'est le début de l'érosion. Si nous nous préparons à ce type de phénomène, nous pouvons en éviter les pires conséquences. Ce type de préparation relève des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. »

« Soyons honnêtes, la communauté ne sait pratiquement rien du changement climatique, » poursuit l'ingénieur. « Je dois leur expliquer : le changement climatique commence avec moi, il commence avec vous. Si vous faites ce qu'il faut, si vous adoptez les bonnes méthodes, vous pourrez alors vous adapter au changement climatique. »

Plus au nord, dans la province côtière de Nampula, de nombreuses maisons ne sont pas assez solides pour résister aux fortes précipitations et aux inondations. Grâce à une formation, les habitants apprennent à construire des maisons en béton et en blocs de pierre. L'idée est qu'ils abandonnent les constructions traditionnelles en bois.

« L'objectif principal est d'apprendre à la communauté à construire des maisons suffisamment solides pour résister à d'intenses précipitations et/ou à des vents violents – pour éviter qu'un jour ils ne se retrouvent sans-abris, » explique Ramiro Domingos, technicien spécialisé dans la planification et les infrastructures. « Nous voulons ainsi réduire la vulnérabilité de la communauté. »

De nouvelles maisons ont aussi été attribuées à des membres particulièrement vulnérables de la communauté. « Je m'y sens vraiment très bien, » nous dit Julia Fransisco, une femme âgée qui habite Mutucute. « Contrairement à mon ancienne maison, cette maison-ci ne prend pas l'eau et je reste bien au sec. Je n'ai pas été inondée une seule fois depuis que je me suis installée ici. »

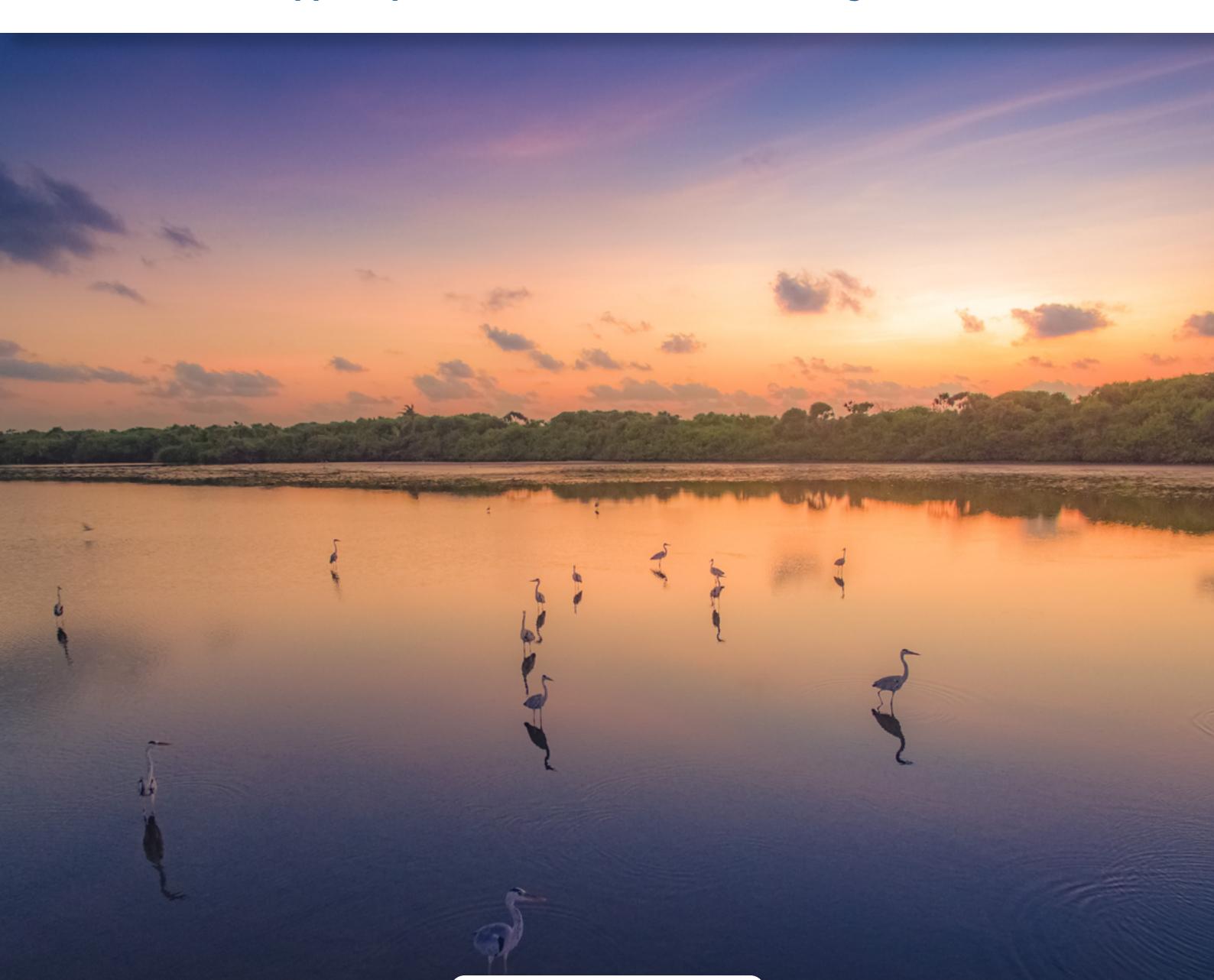
Dans ce pays et dans cette région, l'AMCC+, le programme-phare de l'UE contre le changement climatique, met l'accent sur le renforcement de la résilience locale au changement climatique par le biais du Programme national d'appui sectoriel (PASA) du Mozambique, qui fait partie du plan national quinquennal de lutte contre le changement climatique. La phase actuelle, qui doit se prolonger jusqu'en 2022, a été lancée à la suite d'un précédent programme couronné de succès de 4,7 millions d'euros et axé notamment sur l'élaboration de plans locaux d'adaptation.

Paradoxalement, le Mozambique souffre à la fois d'un « trop peu » et d'un « trop plein » d'eau – souvent dans les mêmes régions. Le système d'alerte rapide de Xai-Xai a été installé après une série de très fortes tempêtes tropicales. Ailleurs, c'est la sécheresse qui pose problème, ce qui nécessite une approche différente.

Nous voici à 200 km au nord de Xai-Xai. Balbina Josenacie, une agricultrice, écoute avec un groupe d'autres femmes un exposé sur les cultures résistantes à la sécheresse comme le manioc et la patate douce. Après ce petit cours, elles prennent la direction des champs pour les exercices pratiques. « Les patates douces résistent bien à la sécheresse, elles peuvent survivre sans eau pendant de longues périodes, » explique Balbina, qui vit à Cocoluane, dans la province d'Imhambane. « On a reçu des semences et le soutien d'un expert. Celui-ci nous a expliqué les bonnes pratiques à adopter. Grâce à cela, nous souffrons moins de l'impact des sécheresses et nous avons amélioré nos rendements. »

La sécheresse suscite aussi énormément d'inquiétudes chez les agriculteurs de la province de Gaza, malgré les fréquentes inondations provoquées les crues du fleuve Limpopo qui traverse la province. Dans le cadre du Plan local d'adaptation, le village de Chitsuluiine a installé deux réservoirs à énergie solaire pour l'eau potable et l'irrigation. Plus de 1 300 personnes en bénéficient.

« A chaque réunion communautaire, les habitants se plaignaient du manque d'eau, » explique Efraim Anslmocossa, chef du village. « Nous avons donc construit deux réservoirs. Tout le monde s'est impliqué dans ce projet – les habitants, les enfants, les enseignants, les éleveurs. Je pense que ce genre d'initiative rapproche vraiment les gens, cela crée un sentiment d'unité communautaire entre eux. »



[Lire le rapport spécial](#)

À PROPOS DE L’UE AMCC+

L’Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+) est une initiative phare de l’Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables à faire face au changement climatique. Elle a débuté en 2007 et est devenue une initiative majeure pour les clients, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans la région du Pacifique.

REJOIGNEZ NOTRE COMMUNAUTÉ
<https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community>

www.gcca.eu



LIRE & PARTAGER
www.gcca.eu/fr/stories